

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 27 JUIN 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/369</b>  <b>AVENANT N°3 A LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE) - PLAN DE SOLIDARITE TERRITORIALE DE LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/369**

**BUREAU DU 27 JUIN 2022**

**O B J E T : AVENANT N°3 A LA CONVENTION D'APPUI À LA  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À  
L'EMPLOI (CALPAE) - PLAN DE SOLIDARITE  
TERRITORIALE DE LA METROPOLE TPM -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (dite « Plan Pauvreté »), présentée par le Président de la République le 13 septembre 2018,

**VU** la convention d'appui au plan de solidarité territoriale de la Métropole avec l'Etat pour les années 2020 – 2022,

**VU** la délibération n°20/447 du 28/09/2020 autorisant le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention d'appui au plan de solidarité 2020-2021-2022,

**VU** l'instruction n°DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'Etat et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »,

**VU** l'instruction n°DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi,

**VU** l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/SD PAE/2020/28 du 12 février 2020 relative à la poursuite de la mise en œuvre territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté notamment dans son volet « contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »,

**VU** l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/2020/181 du 20 octobre 2020 modificative relative aux avenants 2020 aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi,

**VU** l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2022/19 du 19/01/2022 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales,

**VU** la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 18 novembre 2020 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'avenant n°1 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 8/11/2021 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'avenant n°2 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée également le 8/11/2021 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien en direction des publics les plus vulnérables et du secteur associatif,

**CONSIDERANT** que la Loi NOTRe organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

**CONSIDERANT** que l'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le plan pauvreté par un soutien financier à la Métropole TPM d'un montant prévisionnel en 2022 de 375 000 €,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM, en accord avec l'Etat, retient trois thématiques, dans le cadre du Plan pauvreté mis en œuvre par l'Etat :

1. La lutte contre la précarité des étudiants et publics vulnérables – aide alimentaire
2. L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté
3. La sécurisation du parcours résidentiel.

**CONSIDERANT** la mise en œuvre des actions, objet de la présente convention, sur la base du bilan transmis par la Métropole au Préfet de Région et au Préfet de Département, en date du 6 juin 2022.

Et après avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°3 à la convention du Plan de Solidarité Etat - Métropole TPM et tous documents contractuels relatifs à ce dispositif.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits reçus au titre de la participation de l'Etat pour l'année 2022, soit 342 000 €, seront imputés sur le Budget Principal de la Métropole, article 74718, de la manière suivante :

- Opération 5220 « Jeunesse - Proximité », fonction 424 : 50 000 € au titre de la lutte contre la précarité des étudiants et publics vulnérables – aide alimentaire, kit hygiène
- Opération 5215 « Insertion et aide à l'emploi – Autres actions », fonction 420 : 147 000 € au titre de l'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté,
- Opération 5219 « Logement et Solidarité », fonction 424 : 145 000 € au titre de la sécurisation du parcours résidentiel

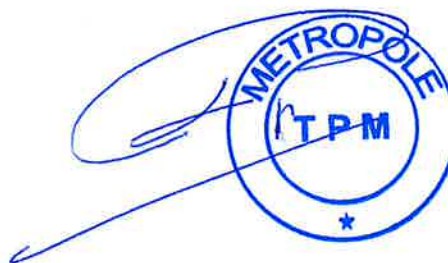
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR            16  
CONTRE        0  
ABSTENTION 0





## **AVENANT n° 3**

**à la**

### **CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE)**

Entre

**L'État**, représenté par Evence RICHARD, Préfet du Département du VAR, et désigné ci-après par les termes « le Préfet », d'une part,

Et

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Hubert FALCO, Président, et désigné ci-après par les termes « La Métropole Toulon Provence Méditerranée », d'autre part,

**Vu** la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020

**Vu** l'instruction n° DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'Etat et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

**Vu** l'instruction n° DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

**Vu** l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/SD PAE/2020/28 du 12 février 2020 relative à la poursuite de la mise en œuvre territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté notamment dans son volet « contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

**Vu** l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/2020/181 du 20 octobre 2020 modificative relative aux avenants 2020 aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi

**Vu** l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2022/19 du 19/01/2022 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales

**Vu** la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 18 novembre 2020 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**Vu l'avenant numéro 1 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 8/11/2021 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**Vu l'avenant numéro 2 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée également le 8/11/2021 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1**

L'Etat apporte son soutien financier à la Métropole dans le cadre du présent avenant pour la réalisation des actions décrites dans l'annexe.

Au titre de l'année 2022, ce soutien s'élève à montant prévisionnel de 375 000 €.

#### **ARTICLE 2**

Le présent avenant 3 prend effet à la date de sa signature.

#### **ARTICLE 3**

L'ensemble des autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Toulon, le

Le Préfet du VAR

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Evence RICHARD

Hubert FALCO



# PLAN SOLIDARITE TPM / ETAT PREVISIONNEL 2022

THEMATIQUES	ACTIONS	PORTEURS DES PROJETS	OBJET DU PROJET	Financement par projet	Financement DDETS	Financement TPM (valorisé)	INDICATEURS
1. Lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes : aide alimentaire	Soutien aux structures d'aide alimentaire et aux besoins de première nécessité	Epicerie Etudiante	Aide alimentaire	15 000 €	50 000 €	102 231 €	Nombre de bénéficiaires/Volume distribué/Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire Nombre de kits distribués
		Banque alimentaire	Aide alimentaire	15 000 €			
		AmiHé Cités	Aide alimentaire	15 000 €			
		TPM -FAJ-	Kits Hygiène-Santé	5 000 €			
2. L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté	Métropole en convergence	FRAT	Ateliers à destination du public très précaire, axés sur l'emploi et le logement	20 000 €	147 000 €	490 000 €	Nombre de bénéficiaires de l'action tout public dont QPV Nombre de bénéficiaires public cible (très précaire) Caractéristiques du public Taux de sorties positives Nature des freins levés
		ALADIN		12 000 €			
		TREMPLIN		20 000 €			
		EN CHEMIN		20 000 €			
		AVAF		20 000 €			
		ASDVF		20 000 €			
		APS		20 000 €			
		PROMOSOINS	Ateliers santé d'accompagnements des structures pour la gestion du public très précaire	15 000 €			
		AIVS	Mesures Gestion Locative Adaptée et accompagnement social lié au logement	115 000 €			
		SOLHIA	Intermédiation locative (poursuite action 2021)	0 €			
3. Coordination des actions de sécurisation du parcours résidentiel	Action intermédiation locative		Accès au logement des jeunes avec dimension intergénérationnelle	30 000 €	145 000 €	857 110 €	Renforcement de la gestion locative adaptée des locataires du parc de l'AIVS dans le territoire Métropolitain Captation de 28 logements et accompagnement des publics Coordination d'un parcours résidentiel d'insertion. Création d'une offre de solutions de logement et d'accompagnement par la captation de logements
Total				342 000 €	342 000 €	1 449 341 €	

## FICHE ACTION N° 1.1 2022

**Intitulé de l'action :** Soutien aux structures d'aide alimentaire et aux besoins de première nécessité

**Descriptif de l'action :**

Appui auprès des associations d'aide alimentaire intervenant auprès des jeunes, des étudiants et plus globalement des publics vulnérables sur la Métropole. Ce soutien permettra d'amplifier leurs interventions au regard des besoins des publics, de rompre l'isolement, de favoriser les échanges.

**Date de mise en place de l'action :** 2020.

**Durée de l'action :** annuelle et reconductible chaque année.

**Partenaires co-financeurs :** ETAT

**Budget global de l'action par année :** 152 231 €

Participation	2020	2021	2022
Métropole TPM	102 231 €	102 231 €	102 231 €
Etat	50 000 €	50 000 €	50 000 €

**Proposition de structures pour 2022 :**

- Banque alimentaire :	15 000 €.
- Epicerie étudiante :	15 000 €.
- Kits hygiène-santé :	5 000 €.
- Amitiés Cité	15 000 €.

**Rappel des objectifs convention initiale 2020-2021-2022 :**

Indicateurs	2020	2021	2022
Nombre de bénéficiaires	1 400	1 800	2 500
Volumes distribués	162 tonnes	210 tonnes	290 tonnes
Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire (nombre de structures financées)			

**Résultats et progression :**

Indicateurs Banque Alimentaire	2020	2021	2022
Contribution à l'achat de denrées alimentaires	Exemples quantifiés : 22 000 litres de lait ; 32 000 boîtes de conserves ; 10 000 litres d'huile...	Produits laitiers, plats cuisinés, boissons, céréales, condiments, potages, œufs, conserves, chocolat...	Idem.

Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire (nombre de structures financées)	Partenariat avec la Croix Rouge, le Secours Catholique, Saint Vincent de Paul, Groupe GES Sendra...	Partenariat avec 79 associations.	Idem.
Nombre de bénéficiaires	-	40 863 bénéficiaires dont 25 % de 15-25 ans/5 285 étudiants servis (Epicerie Etudiants et distribution avec la FEDET)	
Volume distribué	-	217 palettes/2 023 tonnes	
Eléments qualitatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Livraison directe de paniers repas aux étudiants.</li> <li>- Lien social.</li> <li>- Synergie des acteurs de terrain.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Livraison directe de paniers repas aux étudiants.</li> <li>- Lien social.</li> <li>- Synergie des acteurs de terrain.</li> </ul>	

Indicateurs Epicerie étudiants	2020	2021	2022
Nombre de bénéficiaires	1 400.	1 100.	
Volumes distribués/paniers	3 200 paniers supplémentaires. 20 600 € de denrées supplémentaires.	Plus de 2 tonnes (14 685 paniers).	
Eléments qualitatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Visibilité accrue auprès des étudiants et établissements ESR.</li> <li>- Partenariat avec le CROUS avec distribution de paniers gratuits pendant la fermeture du CROUS.</li> <li>Lien social.</li> </ul>	L'épicerie explique la baisse de bénéficiaires par le fait que les jeunes ont retrouvé des petits boulots, jobs étudiants d'une part, et par le fait que la BA distribue des paniers (produits secs et hygiène) toutes les semaines avec la FEDET d'autre part.	

Indicateurs Kits Hygiène-Santé	2021	2022
Nombre de kits distribués	309/6 mois.	
Eléments qualitatifs	Retours positifs des bénéficiaires : intérêt, utilité, contenance adaptée.	

Indicateurs Amitiés Cité	2022
Nombre de bénéficiaires	
Volume distribué	

## FICHE ACTION N° 2.1

### **Intitulé de l'action : Une Métropole en convergences**

#### **Descriptif de l'action :**

A destination des SIAE pour réaliser un accompagnement socio-professionnel global des publics très éloignés de l'emploi. Ces SIAE mettant en commun des projets sur la métropole notamment au travers d'ateliers collectif et de dispositif d'accompagnements individuels renforcés des salariés en insertion. Il s'agit également d'accompagner les structures à développer de nouveaux partenariats en particulier avec les acteurs agissant sur la grande précarité et l'accompagnement social. Ce soutien vise également à permettre le suivi des parcours post-chantier pour stabiliser les sorties positives en emploi et en logement.

**Date de mise en place de l'action :** 2020 - 2021

**Durée de l'action :** du 01/01/2021 au 31/12/2021, reconductible

**Partenaires co-financeurs :** ETAT

**Budget global de l'action par année :** 640 000 € dont 147 000 € pour 7 structures ACI et 1 structure Santé

Participation	2022
Métropole TPM	490 000 €* + 12 000 €
Etat/ DDETS	180 000 €

\*subventions en droit commun de SIAE et marchés d'insertion

Proposition de structures pour 2022 : APS : 20 000 € ; AVAF : 20 000 € ; ASDFV : 20 000 € ; PROMO SOINS : 15 000 € ; EN CHEMIN : 20 000 € ; FRAT : 20 000 € ; ALADIN : 12 000 €

#### **Objectifs poursuivis et progression :**

Indicateurs	2020	2021	2022
Nombre de personnes aidées	196 personnes reçues ( <i>sur 200 prévues</i> )	422 personnes reçues ( <i>sur 200 prévues</i> )	400 (Prev.)
Public très précaire	15%	229 ( <i>sur 15% prévus</i> )	20%
Typologie du public	- hébergement précaire ( <i>SDF, logement insalubre, hébergé par un tiers...</i> ) - très éloigné de l'emploi ( <i>voire sans expérience</i> ) - secteur TPM	- hébergement précaire ( <i>SDF, logement insalubre, hébergé par un tiers...</i> ) - très éloigné de l'emploi ( <i>voire sans expérience</i> ) - secteur TPM	
Nombre et nature des freins levés	Logement / Estime de soi	Logement / Confiance et estime de soi	
Taux de sorties dynamiques	9% : - 12 sorties Emploi - 6 problématiques Logement résolues	35% ( <i>sur 15% prévus</i> ) de sorties emploi positives 27,5% de solutions logement	20%

**Données au 31/12/21 :**

	<b>Prévisionnel</b>	<b>Réalisé</b>
Nombre de bénéficiaires tous publics confondus	/400	<b>422</b>
Nombre de bénéficiaires public précaire	200 / 15%	<b>229</b> soit 54,2% du public
Taux de sorties dynamiques	/ 15%	<b>35 %</b> avec 79 sorties emploi positives et 63 solutions logement
Freins levés		Logement – Confiance et estime de soi – Redynamisation – Expression orale

## FICHE ACTION N° 3.1

### **Intitulé de l'action : Sécurisation du parcours résidentiel**

#### **Proposition de structures pour 2022 :**

- AIVS : 115 000€
- SOLHIA : Poursuite de l'action initiée en 2021 suite à la non atteinte de l'ensemble des résultats attendus sans financement complémentaire

#### **Descriptif de l'action.**

Les objectifs de l'action sont

1. Sécurisation des bailleurs,
2. Soutien aux familles en difficultés,
3. Médiation avec les bailleurs pour la mobilisation de travaux le cas échéant
4. Promotion du conventionnement.

Cette action répond aux éléments du bilan produit par la FAPIL en janvier 2022, relevant un besoin de sécurisation des bailleurs, de soutien aux familles en difficultés, d'une médiation avec les bailleurs pour la mobilisation de travaux le cas échéant et la promotion du conventionnement.

Elle répond aussi à la volonté des services de l'Etat de dissocier la GLA de l'accompagnement social et de concourir à une coordination externe de l'AIVS renforcée.

L'objet de cette gestion locative est ainsi de sécuriser le rapport locatif afin que locataire et propriétaire soient tous deux gagnants. Elle vise à favoriser l'accès et le maintien des personnes les plus démunies dans un logement autonome, tout en apportant une sécurité et des garanties au propriétaire bailleur.

Il s'agit :

- De prévenir les ruptures dans le parcours locatif des ménages modestes dans le parc privé,
- Au travers de la GLA de renforcer la sécurisation des bailleurs,
- Améliorer le taux de logements conventionnés :
  - ✓ Accroître le parc social disponible,
  - ✓ Inciter et accompagner les propriétaires à l'amélioration de l'habitat,
- Renforcer les liens et les complémentarités avec les travailleurs sociaux du territoire,
- Repositionner l'AIVS au sein du réseau associatif et institutionnel en charge des problématiques de l'accès aux logements du public modeste.

Cette action s'inscrit aussi dans la continuité des objectifs de captation de logement en IML sur le territoire.

#### **Etapes de mise en œuvre :**

- Renforcer les équipes par une stratégie RH au travers notamment de recrutements sur les missions GLA.
- Mobiliser des mesures d'accompagnement de type ASLL-FSL (insertion durable et maintien et sortie du parc),
- Produire un bilan de l'action précisant la plus-value du renforcement de la GLA, de la coordination GLA et mesures ASLL.
- Captation de logement en mandat de gestion IML.

#### **Moyens nécessaires pour 2022 et échéances :**

- GLA : Recrutement d'un gestionnaire GLA (55 000 € /1 ETP)

- Mise à disposition de 30 mesures ASLL-FSL via l'organisation du FSL MTPM
- Captation, gestion et accompagnement de type IML

Le budget du projet représente un total 115 000 €

### **Indicateurs d'évaluation**

- Recrutement effectif GLA ; Mobilisation des mesures ASLL (nbre et caractéristiques)
- Nombre de médiation bailleurs locataires ; Nombre de conventionnement avec et sans travaux ; Nombre de mutations ou d'accompagnements vers un logement adapté
- Mesurer de l'impact de l'action de médiation (nombre de procédure judiciaire d'expulsion locative engagée)
- Captation des 58 logements en IML à échéance

## Fiche action 3.2

**Intitulé de l'action** : Accès au logement des jeunes avec dimension intergénérationnelle

**Proposition de l'Action pour 2022** : URHAJ : 30 000 €

### **Contexte de l'action** :

Dans un contexte où le logement est un pilier de l'insertion globale des jeunes mais n'est pas suffisant, il est nécessaire dans certains cas d'accompagner la finalisation des projets d'insertion des jeunes. Il s'agit aussi d'apporter une réponse aux situations repérées de jeunes plus proches de l'autonomie mais relevant d'un soutien à poursuivre (sortants de FJT, étudiants bénéficiaires du FAJ Métropolitain en situation d'hébergement temporaire...).

La sécurisation du parcours de finalisation d'une formation ou de l'accès vers l'emploi peut aussi s'orienter vers l'objectif de créer du lien social, de valoriser les compétences d'usage par les jeunes des nouvelles technologies. Le projet « inné » porté par l'URHAJ PACA correspond à ce dernier objectif. Cette action comporte deux axes :

- Création d'une offre adaptée de logement (accompagnement global renforcé) ciblant les jeunes en cours ou en finalisation d'insertion (formation et/ou emploi), ayant besoin d'une « impulsion ; stabiliser le projet d'insertion durable sur le territoire. Le volet partenariale (formation et emploi) est essentiel dans ce projet (partenariat avec un bailleur (privé ou social), la création de place en FJT diffus, la captation de logement IML (parc privé).
- L'engagement solidaire des jeunes logés et l'inclusion par le numérique :  
Déploiement du dispositif iNNé© porté par le réseau Habitat Jeunes (appui sur l'intergénérationnel afin lutter contre la fracture numérique et l'isolement des seniors et créer du logement accessible aux jeunes en centre-ville)  
Les jeunes logés et accompagnés s'engagent bénévolement 4H par mois vers des personnes âgées, dans la prise en main d'outils informatiques & numériques à travers plusieurs ateliers thématiques, aidés par une animatrice numérique, salariée de l'URHAJ.

**Lien avec la stratégie pauvreté** : La stratégie pauvreté dans ses engagements n°4 et 5 vise la sortie durable de la pauvreté notamment via l'insertion par le logement comme socle de l'insertion par l'emploi, notamment pour le public « jeunes ». Aussi, elle conforte le travail d'animation et de coordination des acteurs, la mobilisation des personnes concernées, notamment via la participation citoyenne.

**Date de mise en place de l'action** : 2021

**Durée de l'action** : Durée du plan

**Partenaires** : Etat, TPM, URAHJ Orphelin apprentis d'Auteuil

### **Budget 2021 et proposition 2022** :

Budget	2021	2022
Métropole TPM	Valorisation FSL 2.2 M€ + IML 15 000€	Valorisation FSL 2.2 M€ + IML 15 000€



Plan pauvreté	30 000 €	30 000€
---------------	----------	---------

### **Objectifs poursuivis et progression :**

L'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, vise à favoriser le parcours résidentiel des Métropolitains en sécurisant les bailleurs, en fluidifiant les parcours et en développant des partenariats efficaces.

Objectifs généraux 2021	Objectifs opérationnels 2021	Continuité et objectifs 2022
Coordination d'un parcours résidentiel d'insertion	Phase 1 : Organisation et étude Phase 2 : mise en œuvre opérationnelle	<b>Réalisé :</b> Mobilisation des partenaires locaux essentiels (insertion, logement, jeunesse). Contact avec les bailleurs. (Maillage territoriale)  <b>A poursuivre :</b> Mobilisation des partenaires culture, santé
Création d'une offre de solutions de logement et d'accompagnement par la captation, la réservation de 5 logements en FJT diffus et/ou IML parc social ou privé.	Création d'offre (en mobilisant des places existantes FJT, en créant un foyer-soleil et des places IML dans le parc privé)	<b>A réaliser :</b> Captation de 5 logements dans le parc privé (IML renforcé) en cours
	Développement d'une action de sécurisation des parcours par un accompagnement global renforcé	<b>Réalisé :</b> Programmation du « sourcing » des jeunes avec les partenaires ( lien FAJ et mission locales) <b>Réalisé :</b> Organisation de l'équipe « Apprentis d'Auteuil » pour le suivi des jeunes entrant dans le dispositif (procédure d'accueil et de suivi)
	Accompagnement pour la mobilisation et le montage des dossiers (offres de logement IML, foyer soleil)	<b>A réaliser :</b> captation place IML à poursuivre (prospection en cours). <b>A poursuivre :</b> Montage technique foyer soleil : 7-8 logements de la Logirem livrés en septembre 2022. Visite des logements (31/01/22), RDV CAF pour début montage projet (02/22) : 7 logements en cours de réhabilitation (fin des travaux : septembre 2022)
Créer les conditions du déploiement du dispositif « Inné »	Discussions avec la Logirem pour développer une démarche participative portant sur le numérique entre les jeunes logés dans la résidence Belvédère et ses résidents seniors	<b>A poursuivre :</b> Développement de l'action « Inné » au sein du foyer-soleil de 7 à 8 places avec la Logirem en cours  <b>A réaliser :</b> Recherche en cours d'un lieu d'accueil des activités à proximité (médiathèque en face, local de la Logirem au bout de la rue, espaces de co-working dans le quartier).

SUIVI DE L'EXECUTION DE LA  
CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE  
CONTRE LA PAUVRETE ET  
D'ACCES A L'EMPLOI  
  
**RAPPORT 2021**

## Table des Matières

Préambule	4
Bilan synthétique	5
<b>1. Lutte contre la précarité : aide alimentaire et produits de première nécessité</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Soutien aux structures d'aide alimentaire et aux besoins de première nécessité</b>	<b>6</b>
1.1.1. Description de l'action	6
1.1.2. Budget prévisionnel	6
1.1.3. Budget exécuté	6
1.1.4. Indicateurs	7
1.1.5. Bilan d'exécution	7
1.1.6. Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	8
<b>2. Insertion socio-professionnelle des publics en difficulté</b>	<b>9</b>
<b>2.1. Métropole en convergence</b>	<b>9</b>
2.1.1. Description de l'action	9
2.1.2. Budget prévisionnel	9
2.1.3. Budget exécuté	9
2.1.4. Indicateurs	10
2.1.5. Bilan d'exécution	10
2.1.6. Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	11
<b>2.2 Chantiers Educ Activ Jeunes</b>	<b>12</b>
2.2.1 Description de l'action	12
2.2.2 Budget prévisionnel	13
2.2.3 Budget exécuté	13
2.2.4 Indicateurs	13
2.2.5 Bilan d'exécution	13
2.2.6 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	14
<b>3. Coordination des actions de sécurisation des parcours résidentiels</b>	<b>16</b>
<b>3.1.Action intermédiation locative -SOLIHA</b>	<b>16</b>
3.1.1 Description de l'action	16
3.1.2 Budget prévisionnel	16
3.1.3 Budget exécuté	16
3.1.4 Indicateurs	16
3.1.5 Bilan d'exécution	18
3.1.6 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	19

<b>3.2. Accès au logement des jeunes -URAHJ-</b>	<b>19</b>
3.2.1 Description et objectif de l'action	19
3.2.2 Partenaires et co-financeurs	19
3.2.3 Durée de l'action	20
3.2.4 Budget	20
3.2.5 Indicateurs	20
3.2.6 Bilan d'exécution	21
3.2.7 Moyens mis en œuvre permettant l'augmentation des résultats	21
3.2.7 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	21

## **PREAMBULE**

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté repose sur une mise en œuvre à partir des territoires, en appui de la gouvernance nationale dont elle fait l'objet. L'extension de la contractualisation exigeante entre l'Etat et les Métropoles en constitue un levier essentiel.

Cette contractualisation a débuté par un processus de conventionnement qui s'est déroulé tout au long du 1er semestre 2020 et s'est traduit par une contractualisation fin 2020. Les conseils départementaux qui avaient signé une convention de prévention et de lutte contre la pauvreté avec l'État ont reconduit cette convention par avenant en 2020 et la contractualisation a été élargie aux métropoles et aux conseils régionaux volontaires, dont la Métropole TPM.

Le présent rapport a pour but de rendre compte de l'exécution des crédits versés au titre de la convention signée par le préfet de département et le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. A l'aune des fiches-actions annexées à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, le rapport rappelle succinctement, action par action, les engagements et le cadre financier initial, rend compte de son exécution et des résultats atteints.

Les résultats de ces actions ont permis d'apporter des réponses en matière de lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes, d'accompagner des publics très éloignés de l'emploi dans des parcours d'insertion professionnelle, de sécuriser des parcours résidentiels à travers l'intermédiation locative et l'accompagnement renforcé des publics vulnérables.

## Bilan synthétique du Plan Pauvreté 2021

THEMATIQUES	ACTIONS	PORTEURS DES PROJETS	BILAN FINANCIER	BILAN QUALITATIF ET QUANTITATIF
1. Lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes : aide alimentaire	Soutien aux structures d'aide alimentaire et aux besoins de première nécessité	Epicerie Etudiante	15 000	Achat de denrées et distribution de 3 200 paniers supplémentaires, 1400 bénéficiaires. Visibilité accrue auprès des étudiants, partenariat avec le Crous, renforcement des liens sociaux
		Banque alimentaire	15 000	Achat de denrées, partenariat avec la Croix-Rouge, Sec Catholique, Ges Sendra. Liaison directe paniers repas aux étudiants, augmentation du volume de distribution des denrées alimentaires
		TPM –FAJ-	20 000	Distribution de 309 kits Hygiène-Santé pour les jeunes bénéficiaires d'aides d'urgence du FAJ. Les kits sont complets et adaptés aux besoins selon les retours exprimés.
2. L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté	Métropole en convergence	FRAT, Aladin, Tremplin, Promo Soins, En chemin, Avaf, ASDFV, APS	147 000	Accompagnement socio-professionnel de 229 bénéficiaires dans les 8 ACI conventionnées ; augmentation des entretiens individuels. Des freins à l'emploi levés concernant le logement, la confiance et l'estime de soi, la remobilisation et l'expression orale... Taux de sorties positives de 35% vers l'emploi et 27,5% vers le logement
	Chantiers Educ Activ Jeunes	APEA, LVP, APS	33 000	8 jeunes en rupture scolaire ou familiale, accompagnés par les 3 clubs de prévention dans des chantiers éducatifs avec des sorties très positives : 90 % du public cible + 25% de solutions logement
3. Coordination des actions de sécurisation du parcours résidentiel	Action intermédiation locale	SOLIHA	115 000	En cours d'atteinte des objectifs fixés dans la convention : 21 logements captés au 31/12/21 sur un objectif de 29. Objectifs reportés au 30/06/22.
	Accès au logement des jeunes	URHAJ	30 000	Animation partenariale dans le domaine du logement et de l'insertion ; Accompagnement de l'offre alternative de logements (foyer Soleil) ; Dispositif INNÉ – conjuguant insertion par le logement et approche participative.

## 1. Lutte contre la précarité : aide alimentaire et produits de première nécessité

### 1.1. Soutien aux structures d'aide alimentaire et aux besoins de première nécessité pour les jeunes, les étudiants et les publics vulnérables dans la Métropole.

#### 1.1.1. Description de l'action

Appui auprès des associations d'aide alimentaire intervenant auprès des jeunes, des étudiants et plus globalement des publics vulnérables sur la Métropole. Ce soutien permet d'amplifier leurs interventions au regard des besoins de ces publics, de rompre l'isolement, de favoriser les échanges. De plus, l'achat de kits Hygiène-Santé pour les jeunes bénéficiaires d'aides d'urgence du FAJ permet d'assurer la distribution de produits de première nécessité dans ce domaine.

En 2021, trois porteurs : l'épicerie étudiants, la Banque Alimentaire et le service Jeunesse et Proximité de TPM.

Date de mise en place de l'action : 2020

Partenaires et co-financeurs : La Métropole et l'Etat.

Durée de l'action : Annuelle.

#### 1.1.2. Budget prévisionnel

Métropole TPM	102 231 €
Etat	50 000 €

Le budget prévisionnel comprend les différentes aides octroyées par la Métropole sur cette thématique (dont les secours d'urgence du Fond d'aides aux jeunes).

#### 1.1.3. Budget exécuté au 31/12/2021

Structures	Montants
Epicerie étudiante	15 000 €
Banque Alimentaire	15 000 €
Kits hygiène santé	20 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>50 000€</b>

#### 1.1.4. Indicateurs

Les objectifs prévisionnels 2021 pour l'aide alimentaire étaient les suivants :

- Nombre de bénéficiaires : 1 800.
- Volumes distribués : 210 tonnes.
- Bilan qualitatif : consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire (nombre de structures financées).

<b>Banque Alimentaire</b>	<b>Indicateurs réalisés 2021</b>	<b>Bilan qualitatif</b>
Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire (nombre de structures financées)	Partenariat avec la Croix Rouge, le Secours Catholique, Saint Vincent de Paul, Groupe GES Sendra... 79 associations partenaires	- Organisation logistique : opportunité d'ouvrir un entrepôt sur La Farlède pour le stockage de ces 217 palettes. - Distribution de colis alimentaires sur le campus.
Contribution à l'achat de denrées alimentaires	217 palettes de denrées alimentaires	- Lien social. - Synergie des acteurs de terrain.

<b>Epicerie étudiante</b>	<b>Indicateurs réalisés 2021</b>	<b>Bilan qualitatif</b>
Nombre de bénéficiaires	1 100.	- Visibilité accrue auprès des étudiants et établissements ESR. - Lien social. - Baisse du nombre de bénéficiaires : les jeunes ont retrouvé un job étudiant et la BA distribue également des paniers toutes les semaines avec la FEDET.
Volumes distribués/paniers	14 685 paniers distribués pour un poids de plus de 2 tonnes	
Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire	2 (ESR)	

<b>kits hygiène-santé</b>	<b>2021</b>
Nombre de kits distribués	309/6mois
Eléments qualitatifs	Retours positifs des bénéficiaires : intérêt, utilité, contenance adaptée

#### 1.1.5. Bilan d'exécution

Bilan d'exécution positif. Forte demande d'aide alimentaire des étudiants et des jeunes vulnérables sur le territoire. L'épicerie étudiants continue d'accueillir « tous » les jeunes et non pas uniquement les étudiants.

La Banque Alimentaire a dû stocker les marchandises achetées dans un entrepôt sur La Farlède. Elle poursuit son partenariat avec la FEDET pour distribuer des paniers chaque semaine sur le Campus.

La Banque Alimentaire a distribué 2023 tonnes de marchandises. Ils aident 40 863 bénéficiaires dont 25 % de 15-25 ans/5 285 étudiants servis (Epicerie Etudiants et distribution avec la FEDET).



La distribution des kits Hygiène-Santé auprès des jeunes bénéficiaires du FAJ est une réelle plus-value pour eux. Les kits sont complets et mixtes et répondent, selon leurs retours, à leurs besoins. **Les dépenses relatives aux kits (20 000 €) seront atteintes au 1er trimestre 2022.**

#### 1.1.6. Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

TPM compte 15 000 étudiants, avec un taux de boursiers de 35%. L'amélioration des conditions de vie des étudiants conditionne leur réussite dans leurs études (objectif du Schéma régional de l'Enseignement Supérieur, de la recherche et de l'Innovation, signé par TPM et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur). Le soutien à l'épicerie étudiants répond à cette nécessité. Le montant des achats des kits hygiène-santé représentent en 2022, 9 156,20€ (4 156,20€ + 5 000€).

<b>4 porteurs pour 2022</b>	<b>Objet du projet</b>	<b>Montants</b>
Epicerie étudiante	Achat de denrées	15 000 €
Banque Alimentaire	Achat de denrées	15 000 €
Amitiés Cité	Epicerie solidaire	15 000 €
Service Jeunesse et Proximité TPM	Achat kits hygiène-santé	5 000 €

## 2. Insertion socio-professionnelle des publics en difficulté

### 2.1. Métropole en convergence

#### 2.1.1. Description de l'action

A destination des SIAE pour réaliser un accompagnement socio-professionnel global des publics très éloignés de l'emploi. Ces SIAE mettent en commun des projets sur la métropole notamment au travers d'ateliers collectifs et de dispositifs d'accompagnements individuels renforcés des salariés en insertion. Il s'agit également d'accompagner les structures à développer de nouveaux partenariats en particulier avec les acteurs agissant sur la grande précarité et l'accompagnement social. Ce soutien vise également à permettre le suivi des parcours post-chantier pour stabiliser les sorties positives en emploi et en logement.

Date de mise en place de l'action : 2020/2021 – 2021/2022

Partenaires et co-financeurs : Etat

Durée de l'action : 12 mois du 01/01/2021 jusqu'au 31/12/2021

#### 2.1.2. Budget prévisionnel

Participation	2021
Métropole TPM	490 000 €
Etat/ DDETS	180 000 €

#### 2.1.3. Budget exécuté au 31/12/2021

Toutes les dotations ont été consommées à hauteur de 147 000€. En 2021, la Métropole TPM a conventionné avec 7 Chantiers d'insertion (ACI) du territoire (TREMPLEIN – APS – ASDFV – FRAT – AVAF – EN CHEMIN – ALADIN)  
+ Promo Soins

	Tremplin	AVAF	ASDFV	APS	FRAT	Le Jalon	Aladin	Promo Soins
Total	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	12 000 €	15 000 €

#### 2.1.4. Indicateurs

La prise en compte des indicateurs est réalisée au 31/12/2021.

Indicateurs	2021	Bilan qualitatif
Nb de bénéficiaires tout public des actions <i>Objectif de 400 personnes</i>	422 bénéficiaires tout public	Sur <b>422</b> bénéficiaires tous publics confondus, <b>229</b> personnes « public précaire » ont bénéficié d'actions spécifiques menées par les 7 SIAE, soit 54% du public
Nb de personnes orientées (public cible) <i>Objectif attendu : 15%</i>	229 personnes <i>(soit 54,2%)</i>	
Caractéristiques du public	- hébergement très précaire Très éloigné de l'emploi - secteur TPM	Le taux de sortie dynamique s'élève à <b>35%</b> et comprend au moins <b>79</b> sorties Emploi et <b>63</b> problématiques logement résolues. Les principaux freins levés concernent en premier lieu le logement et l'estime de soi.  <b>4</b> rencontres ont été organisées par Promo Soins dans un objectif d'accompagnement Santé/Hygiène des SIAE.
Nature des principaux freins levés	Logement – Confiance et estime de soi – Redynamisation – Expression orale	
Taux de sorties Dynamiques <i>Objectif attendu : 15%</i>	35 % du public cible vers une sortie positives ; + 27,5% de solutions logement	

#### 2.1.5. Bilan d'exécution

8 structures au sein desquelles ont été mis en place différents ateliers individuels et collectifs autour des thématiques suivantes :

- Santé : hygiène, alimentation, bien-être et relaxation,
- Logement : aide à la recherche de logement, gestion du budget,
- Emploi : apprentissage du numérique, simulation d'entretiens d'embauche, recherche d'emploi, présentation orale,
- Image : conseil, estime, valorisation
- Sport : pratique sportive, cohésion d'équipe

La globalité des ateliers mis en place ont rencontré un franc succès auprès des bénéficiaires qui ont tous manifesté l'impact positif sur leur parcours. Quelques ateliers ont été moins plébiscités notamment des ateliers collectifs et seront revus pour 2022 au profit d'ateliers individuels davantage prisés des bénéficiaires.

**Promo soins** : 4 rencontres mises en place auprès de ALADIN, ASDFV, FRAT & TREMLIN.

**En chemin** : 30 salariés de la structure ont bénéficié en 2021 d'un accompagnement professionnel renforcé, de modules de conseil en image et d'une pratique sportive avec la mise à disposition d'équipements de renforcement musculaire au sein de la structure. Ces apports ont permis de redynamiser les salariés, qui par conséquent se sont retrouvés plus impliqués dans leurs démarches d'insertion socio-professionnelle. Ateliers : accompagnement professionnel renforcé ; conseil en image, mise à disposition d'équipements sportifs. Partenariats : avec les travailleurs sociaux des organismes d'hébergement + conventionnement a été réalisé avec l'organisme AFPA afin de faciliter l'accès à la formation de nos salariés.

**AVAF** : 4 thématiques d'ateliers comprenant le renforcement de l'image de soi (identification des compétences et travail sur l'image), la communication (outils de communication informatique et présentation de soi), les simulations d'entretiens d'embauche et l'aide à la recherche de logement.

**ASDFV** : Ateliers santé menés par l'organisme IDEA sur la santé, l'affirmation de soi, l'alimentation et le conseil en image (développer les compétences psychosociales pour apprendre à communiquer, accompagner chacun dans ses pratiques alimentaires, place des addictions) + ateliers bien-être relaxation avec l'intervention d'un thérapeute + ateliers guide du logement.

**ALADIN** : Ateliers massages, automassages et relaxation avec des praticiens bien-être malvoyants certifiés, qui ont permis en parallèle, la sensibilisation au handicap (amélioration de la confiance individuelle, resocialisation et re-motivation).

**FRAT** : Ateliers art-thérapie (techniques théâtrales), Nutrition petit budget gestion du budget et décodage des messages santé public et commerciaux), Estime de soi (hygiène, communication non verbale, pensée positive), Recherche de logement (droits, devoirs, aides, techniques de recherche), Pitch présentation professionnelle, Entretien d'embauche, Préparation à la prospection.

**TREMLIN** : Accompagnement individuel renforcé et renforcement de l'atelier numérique

**APS** : Ateliers mobilité, ateliers individuels de recherche de logement, ateliers médiation avec les administrations, préparation aux immersions en entreprise, préparation au code et au permis.

#### 2.1.6. Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Les structures envisagent une reconduction de leurs actions et ateliers pour 2022, afin d'assurer une continuité auprès des bénéficiaires. Les partenariats se multiplient. La structure Promo soins va davantage prendre attache avec les 7 autres structures et proposer des ateliers en communs, auprès des bénéficiaires mais également auprès des opérateurs. Il n'est pas envisagé de développer de nouveaux ateliers mais davantage d'approfondir les ateliers existants.

**Promo Soins** : Projet d'ateliers Petits Déjeuners santé avec ASDFV en 2022 et ateliers Prévention hygiène de vie et vaccination avec FRAT

**En chemin** : Concernant l'année 2022, nous allons poursuivre les actions déjà menées puisqu'elles nous permettent d'améliorer nettement les parcours socio-professionnels des salariés. Les recrutements effectués en ce début d'année nous amènent un nouveau public avec de multiples problématiques dont le logement. Des ateliers thématiques seront proposés avec par exemple : • Concernant l'emploi : - candidater en ligne - déposer une candidature spontanée • Concernant le volet social : - la gestion du budget - l'accès au logement La mobilité étant un des freins principaux d'accès à l'emploi, un partenariat avec une auto-école sociale est en cours, ce qui permettra à nos salariés de bénéficier de séances de code et de ce fait d'un accompagnement renforcé à la mobilité.

**AVAF** : approfondissement de la maîtrise des outils informatiques. Organisation d'entretiens ressources et entretiens d'embauche avec le réseau d'entreprises.

**ASDFV** : Reconduction des actions santé, mise en place d'une convention de partenariat avec En Chemin pour les inscriptions sur le SIS SIAO (logement) et l'information sur les actions de l'association (point informatique, accueil de jour...). Mise en place de petits déjeuners autour de thématiques santé (vaccination, dépistage...)

**ALADIN** : Reconduction des ateliers

**FRAT** : Reconduction des ateliers, hormis l'atelier Art thérapie qui sera remplacé par des ateliers numériques en partenariat avec la Vallée du Gapeau en Transition.

**TREMLIN** : Formation à l'utilisation des ordinateurs et téléphones, accompagnement aux démarches administratives et à la recherche de logement, accompagnement à la passation du code de la route.

**APS** : Augmentation des accompagnements individuels renforcés, Ateliers individuels de recherche de logement, ateliers individuels de médiation avec les administrations, préparation aux immersions en entreprise, préparation au code et au permis, ateliers emploi et forums emploi.

## **2.2. Chantiers Educ Activ Jeunes**

### **2.2.1 Description de l'action**

Les chantiers éducatifs consistent en une remobilisation vers l'emploi de jeunes (16-25 ans) en rupture sociale et/ou scolaire qui en sont particulièrement éloignés. Ils sont suivis par des éducateurs spécialisés des clubs de prévention spécialisée et positionnés sur ces chantiers par ces derniers, le chantier étant un élément d'un parcours plus large. Lors du chantier, les jeunes sont rémunérés, puisque la reconnaissance formelle est un paramètre primordial de la prise de confiance en soi et permet la mise en place d'une pédagogie d'approche de l'emploi.

Date de mise en place de l'action : 1er septembre 2021

Partenaires et co-financeurs : La Métropole et l'Etat  
Durée de l'action : Annuelle et reconductible chaque année.

#### 2.2.2 Budget prévisionnel

Participation	2021
Métropole TPM	490 000 €
Etat/ DDETS	180 000 €

#### 2.2.3 Budget exécuté :

En 2021, la Métropole TPM a conventionné avec 3 Clubs de prévention du territoire à hauteur de 33 000 €

	LVP	APEA	APS
<b>Total</b>	<b>11 000 €</b>	<b>11 000 €</b>	<b>11 000 €</b>

#### 2.2.4 Indicateurs

Indicateurs	2021	Bilan qualitatif
Nb de personnes orientées (objectif prévisionnel : 6 jeunes)	8 jeunes de 16 à 25 ans	<p>2 femmes et 6 hommes (dont 3 issus de QPV) ont participé aux chantiers éducatifs au sein des 3 clubs de Prévention.</p> <p>1 personne a obtenu le permis B et 2 personnes en hébergement précaire ou chez un tiers, ont accédé à un logement autonome</p> <p>Le taux de sortie dynamique s'élève à <b>90%</b> et comprend 3 emplois de transition en CDD de moins de 6 mois et 4 sorties positives.</p>
Caractéristiques du public	- rupture sociale et/ou scolaire - particulièrement éloignés de l'emploi	
Nature des principaux freins levés	Mobilité - Logement – Diminution du cumul des problématiques	
Taux de sorties dynamiques (sur 15% en prévisionnel)	90 % du public cible (3 en emplois de transition et 5 sorties positives) + 25% de solutions logement (logement autonome)	

#### 2.2.5 Bilan d'exécution

##### APEA : du 1/09/2021 AU 31/12/2021

Chantier éducatif de remobilisation des jeunes de 16 à 25 ans en risques de marginalisation avec le concours de SENDRA GES TOULON AI

Public concerné : 2 hommes 19 et 18 ans en QPV Berthe à la Seyne sur Mer et une femme de 18 ans à Six Fours les plages.

Deux types de chantiers éducatifs : Chantiers éco citoyens à la Seyne sur Mer

- Ramassage de déchets et détritiques abandonnés sur CRAPA et les espaces de jeu à la Seyne sur Mer Chantiers d'entretien
- Entretien de flotte de vélo électriques en libre-service

Soit un total de 149 heures d'accompagnement éducatif et social personnalisé et un total de 109 heures de participations individuelles ainsi qu'une dizaine d'heures pour lever les freins individuels et familiaux à leur participation

#### **LVP : du 1/09/2021 AU 31/12/2021**

Public concerné : 3 jeunes hommes entre 19 20 et 22 ans

Action en 3 temps :

- Temps 1 : repérage des jeunes, mobilisation et orientation
- Temps 2 : chantier technique, développement personnel, de socialisation et de citoyenneté, rencontres de partenaires liés à l'insertion socioprofessionnelle, suivi socioéducatif
- Temps 3 : accompagnement éducatif renforcé

Les missions proposées : Travaux de peinture portail pour la FOL crèche « graines de sablettes » à la Seyne sur mer et au siège sociale de la FOL – Montage de meubles réfection cabane à livres, Activités sportives UFOLEP, activité d'expression avec l'association champ libre Temps collectif pour développer la connaissance de son environnement

#### **APS : du 1/09/2021 AU 31/12/2021**

Public concerné : 1 jeune homme 19 ans reconnaissance MDPH et une jeune fille de 18 ans BAC STMG

Les missions Rénovation du futur local dédié à l'atelier solidaire maillon de chaîne porté par l'APS

Chantier citoyen lié à l'aménagement des espaces de vie au sein du quartier (installation de bancs et de poubelles)

#### **2.2.6 Perspectives d'évolution**

L'objectif principal de ces jeunes est de trouver un travail. L'émancipation pour leur autonomie reste un point à développer pour les sortir de la précarité.

Cette expérience sur un trimestre est convaincante, les clubs de prévention proposent de réitérer pour 2022 cette action suite au très bon bilan au regard du temps de mise en œuvre (4 mois) en 2021.

Les Clubs de prévention ont su être réactifs tant sur la recherche de supports dédiés à l'action qu'au sourcing et à l'accompagnement des jeunes en amont et pendant les temps de chantiers.

Cette expérimentation est jugée par les partenaires très positive tant en terme de contenu d'action que de résultats obtenus (bon taux de résolution de problématiques et d'insertion).



### 3. Coordination des actions de sécurisation des parcours résidentiels

#### 3.1 Action intermédiation locative SOLIHA

##### 3.1.1 Description de l'action

Par convention, l'association solidaire pour l'Habitat (Soliha) s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées préalablement, une action de type "intermédiation locative". Elle se décompose en trois phases :

1. La captation et l'attribution de 29 logements
2. Une gestion locative rapprochée de 29 logements en file active
3. L'organisation de la fin de l'intermédiation

Date de mise en place de l'action : Du 01/01/21 au 31/12/21

Partenaires et co-financeurs : La Métropole et l'Etat.

Durée de l'action : Annuelle et reconductible chaque année.

##### 3.1.2 Budget prévisionnel

Participation	2021
Etat (DDETS)	115 000 €

##### 3.1.3 Budget exécuté

Structure	Montants 2021
SOLIHA	115 000 €

##### 3.1.4 Indicateurs

Action	Indicateurs	31/12/21	Ecart dans l'atteinte des objectifs
Intermédiation locative-SOLIHA	Nombre de logements captés en IML	21	Projection de 8 captations complémentaires au 30/06/22

Etat des logements captés et attribué dans la Métropole

COMMUNE	LOCALISATION	TYPE	SURFACE M2	LOYER LIBRE* €	LOYER CONVENTIONNÉ	ETAT D'AVANCEMENT
LA SEYNE SUR MER	23 Rue Marius Giran	T2	63	806	497	Logement capté et attribué
LA GARDE	115 Rue Henri Matisse	T3	73	876	550	Logement capté et attribué
TOULON	61 Avenue Edouard Le Bellegou	T2	64	787	485	Logement capté et attribué
TOULON	117 Place Abbé Léon Spariat	T3	00	040	570	Logement capté et attribué
TOULON	47 Rue Léon Reboul	T3	58	614	484	Logement capté et attribué
TOULON	295 Avenue Amiral Collet	T3	57	609	445	Logement capté et attribué
TOULON	27 Rue Dussap	T2	44	541	377	Logement capté et attribué
TOULON	12 Rue Jean Bonnet	T2	39	479	275	Logement capté et attribué
TOULON	12 Rue Jean Bonnet	T2	56	688	456	Logement capté et attribué
TOULON	12 Rue Jean Bonnet	T2	47	578	399	Logement capté et attribué
TOULON	12 Rue Jean Bonnet	T2	54	664	426	Logement capté et attribué
LA SEYNE-SUR-MER	290 Chemin du Logis	T3	72	806	543	Logement capté et attribué
TOULON	134 Bd Cunéo	T3	70	742	520	Logement capté et attribué
TOULON	134 Bd Cunéo	T3	68	720	508	Logement capté et attribué
TOULON	20 Bd de Paris	T3	55	583	437	Logement capté et attribué
TOULON	64 Rue Gimelli	T3	75	922	544	Logement capté et attribué
TOULON	17 rue des Boucheries	T3	53	519	414	Logement capté et attribué
HYERES	19 Chemin du Martinet	T1	29	432	271	Logement capté et attribué
HYERES	Hameau La Couture, Route de Nice	T1	23	342	240	Logement capté et attribué
TOULON	64 rue Gimelli	T2/3	49	602	404	Logement capté et attribué
TOULON	205 Chemin de Plaisance	T3	70	742	513	Logement capté et attribué

L'objectif était la captation et la mise à disposition de 29 Logements dans l'ensemble des communes de la Métropole, en priorité en zones tendues (zones urbaines et littorales).

L'association Soliha Var a capté 21 Logements au 31/12/21. L'ensemble des logements a été attribué.

Sur 892 contacts établis avec des propriétaires bailleurs, seuls 134 ont été enclins à prendre connaissance du dispositif IML, soit moins de 15 %. Dès les premiers contacts, la plupart des prospects avançaient les arguments suivants : soit ils préféraient relouer par leurs propres moyens et avoir la possibilité de choisir leur locataire soit ils refusaient catégoriquement les conditions.

Sur les 134 propriétaires réceptifs à l'information, 41 ont accepté de déclencher une première visite et 34 sont allés jusqu'à la visite technique.

La captation des logements de petite superficie (principalement T1) reste relativement difficile dans la mesure où la baisse de loyer à consentir n'est généralement pas compensée par l'avantage fiscal associé au dispositif, et ce, quel que soit la commune de situation du bien. Sur 41 visites 21 logements ont effectivement été captés.

Les logements captés sont majoritairement de grands T2 ou des T3. Ceci s'explique compte tenu d'un ratio prix/m2 moins élevé en moyenne sur cette typologie de logement. L'écart entre le loyer libre et le loyer conventionné est de ce fait moins important.

### 3.1.5. Bilan d'exécution

Les actions menées par l'association Soliha Var répondent à plusieurs enjeux identifiés en matière de politique d'habitat privé, à savoir :

- La lutte contre la vacance locative. 20 % des logements captés l'ont été dans un contexte d'une vacance supérieure à 3 mois. Soit les logements en question étaient peu attractifs par leurs localisations ou prestations (logements anciens à rénover, logements désaffectés : pas de terrasse ou parking, en hyper centre), soit le propriétaire manifestait un désintérêt économique à la location : fiscalité trop élevée, mauvaises expériences locatives, travaux à réaliser.

La récente exploitation du fichier Lovac confirme l'intérêt que présente le dispositif IML pour les propriétaires de logements vacants. En effet, les captations en cours concernent essentiellement des logements qui ont connu une vacance locative supérieure à 6 mois identifiés dans ce fichier.

- Maitrise des loyers. Nous constatons un écart de prix entre le loyer libre et le loyer des logements conventionnés IML de 34 % pour les T1, 36 % pour les T2 et 29 % pour les T3.

- Accès au logement privé pour les ménages en difficulté. La majorité des ménages logés étaient dans une situation de grande précarité, proche du sans-abrisme ou en situation d'expulsion. 21 ménages sont aujourd'hui accompagnés par une équipe de 3 travailleurs sociaux. Un suivi social rapproché, couplé avec une gestion locative adaptée contribue au maintien des ménages dans les logements et à terme à l'accès à des logements pérennes. A ce jour Soliha Var ne connaît pas de situation d'impayé supérieure à 1 mois de loyer et peu d'incidents de comportement.

- Revitalisation du centre-ville : en termes de localisation, Soliha Var privilégie les captations en centre urbain avec le double objectif de correspondre aux bassins de vie des ménages orientés (proximité du bassin d'emploi, des transports en commun et commerces, services de soin ou administratif).

Les moyens mis en œuvre permettant l'augmentation des résultats :

Conception d'outils de travail

L'association Soliha Var a travaillé sur:

- Des outils pédagogiques spécifiques à la mise en œuvre du dispositif
- Des outils de promotion du dispositif
- Des outils de travail et de liaison
- Des actions de communication et de prospection :

- Rencontre de l'ensemble des mairies de MTPM (CCAS, adjoints au logement, services d'urbanisme ...) – travail en cours avec la ville de La Garde sur un partenariat s'agissant des logements vacants.

- Contacts et rencontres avec de nombreux partenaires et professionnels de l'immobilier : 38 gestionnaires de patrimoine, 29 notaires, 2 opérateurs PIG / OPAH informés (VAD, Citémétrie),

- Mobilisation de l'ADIL du Var comme relai d'information,
- Exploitation du fichier Lova (mailing),
- Prospection de terrain : boitage, phoning, mailing,
- Présence sur les sites WEB ou dans les bulletins communaux (journal de la Crau, de Carqueiranne, de La Garde, de La Seyne-sur-Mer),
- Autres médias : article dans Var Matin et vidéo/interview du Directeur de la MDH sur le site de Var Matin.

#### 3.1.6. Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Au regard de la temporalité de la convention 2020 signée en Décembre 2020, avec un bilan en juin 2021 et une reconduction du partenariat dans les mêmes conditions pour 2021, il est proposé de **poursuivre le partenariat jusqu'en décembre 2022. Cela sans financement complémentaire, afin de réaliser les objectifs de la convention 2020 et 2021 soit la captation de 58 logements sur la période et de l'inscrire dans la CALPAE 2022.**

Cette action devient une sous action, d'une fiche action plus large ayant pour objectif la sécurisation des parcours résidentiels (action AIVS-mandat de gestion et captation de logement en mandat de gestion, selon le modèle « intermédiation locative »).

### **3.2 Accès au logement des jeunes –URHAJ-**

#### 3.2.1 Description et objectifs de l'action

Finalités : Développer une action de sécurisation des parcours d'insertion par le logement, par un accompagnement global et renforcé vers l'insertion socio-économique durable (jeunes 16-25 ans).

Les objectifs opérationnels :

1. Mobiliser les partenaires locaux existants pour contribuer à l'enrichissement d'offres de services coordonnées et d'accompagnement (jeunes 16-25 ans).
2. Accompagner la mobilisation et le montage des dossiers d'offre de logement alternatif dans le cadre de ce projet : Foyer Soleil, IML renforcé, FJT Diffus.
3. Conjuguer l'accompagnement via le logement et l'insertion avec une approche participative, au travers du déploiement du dispositif iNNé© porté par le réseau Habitat Jeunes (appui sur l'intergénérationnel afin de lutter contre la fracture numérique et l'isolement des seniors et créer du logement accessible aux jeunes en centre-ville).

### 3.2.2 Partenaires et co-financeurs

**Partenaires opérationnels :** CLLAJ, SIAO 83, Mission Locale Toulon, réseau associatif (insertion, jeunesse, logement), bailleurs sociaux, acteurs de l'emploi et économiques (chambres consulaires, entreprises) et de l'insertion (établissements de formation, insertion par l'économie).

**Partenaires financeurs :** Etat (DDETS)

### 3.2.3 Durée de l'action

Annuelle et reconductible chaque année (signature de la convention URHAJ/MTPM) : 06/09/22

### 3.2.4 Budget

Le budget de l'action 30 000 € se répartit comme suit :

- Prorata temporis mobilisation Déléguée régionale (0,2) et deux Chargées de missions de l'URHAJ (0,3 et 0,1) : 22 500 euros
- Prorata temporis mobilisation du directeur (0,01), du directeur adjoint (0,01) et de la chargée de missions de la RSOE (0,1) : 7 500 euros

### 3.2.5 Indicateurs

Objectifs généraux 2021	Actions correspondantes	Statut
Coordination d'un parcours résidentiel d'insertion	Phase 1 : Organisation et étude Phase 2 : mise en œuvre opérationnelle	<b>Réalisé :</b> Mobilisation des partenaires locaux essentiels (insertion, logement, jeunesse). Contact avec les bailleurs. (maillage territoriale)  <b>A poursuivre :</b> Mobilisation des partenaires culture, santé.
Création d'une offre de solutions de logement et d'accompagnement par la captation, la réservation de 5 logements en FJT diffus et/ou IML parc social ou privé.	Création d'une offre (en mobilisant des places existantes FJT, en créant un foyer-soleil et/ou des places IML dans le parc privé)	<b>Réalisé :</b> Captation de 5 logements dans le parc privé (IML renforcé) : 05/2022  <b>Projet en cours de réalisation :</b> captation de 7-8 logements en foyer soleil
	Développement d'une action de sécurisation des parcours par un accompagnement global renforcé	<b>Réalisé :</b> Programmation du «sourcing » des jeunes avec les partenaires (lien FAJ et mission locales effectif, avec création d'une commission).  <b>Réalisé :</b> Organisation de l'équipe « Apprentis d'Auteuil » pour le suivi des

		jeunes entrant dans le dispositif (procédure d'accueil et de suivi)
	Accompagnement des acteurs pour la mobilisation et le montage des dossiers (offres de logement IML, foyer soleil)	<p><b>A poursuivre :</b> Montage technique foyer soleil : 7-8 logements de la Logirem livrés en septembre 2022. Visite des logements (31/01/22), RDV CAF pour début montage projet (02/22) : 7 logements en cours de réhabilitation (fin des travaux : 09/2022)</p> <p><b>Réalisé :</b> rencontres avec trois bailleurs sociaux intéressés par la démarche.</p>
Créer les conditions du déploiement du dispositif « Inné »	Discussions avec la Logirem pour développer une démarche participative portant sur le numérique entre les jeunes logés dans la résidence Belvédère et ses résidents seniors	<p><b>A poursuivre :</b> Développement de l'action « Inné » au sein du foyer-soleil de 7 à 8 places avec la Logirem en cours</p> <p><b>A réaliser :</b> Portrait des jeunes</p> <p><b>A réaliser :</b> Recherche en cours d'un lieu d'accueil des activités à proximité (médiathèque en face, local de la Logirem au bout de la rue, espaces de co-working dans le quartier).</p>

### Précisions ou justifications sur l'atteinte ou non des indicateurs :

Concernant la captation de 5 logements dans le parc privé (IML renforcé) :

- Loyers trop élevés pour la typologie, la localisation et l'état des logements souhaités (à partir de 500 euros pour 20 m<sup>2</sup>). Plafond : 410 euros
- RDV avec le syndicat des propriétaires privés (UNPI) : pas de suites car secteur « Hyères ».
- Retour d'expérience préalable non satisfaisante avec le secteur associatif.

#### 3.2.6 Bilan d'exécution

Le démarchage des partenaires a permis tout d'abord de mettre en avant la dynamique lancée par la métropole sur l'insertion des jeunes par le logement, point de départ de l'action et élément fédérateur entre acteurs locaux.

- Renforcement du partenariat avec les acteurs locaux : exemple de la Mission Locale, du SIAO et du CLLAJ ; cela favorisera le recueil de données sur les besoins des publics ciblés (prise de contacts avec les référents « statistiques » et « observatoire » des différents partenaires pour affiner le diagnostic territorial).
- Partenariat en cours avec un bailleur social pour la création de 7-8 places en foyer-soleil (montage administratif : plusieurs semaines, voire mois sont nécessaires pour coordonner le dossier entre DDTM, DDETS et CAF).
- Recueil de données de cadrage sur la question du logement des jeunes et de leur insertion socio-professionnelle (fiche territoriale URHAJ) complété par les

retours des Apprentis d'Auteuil et des différents partenaires sur les besoins identifiés sur le terrain.

- Développement d'une offre globale (logement + accompagnement) en faveur des jeunes.

### 3.2.7 Les moyens mis en œuvre permettant l'augmentation des résultats

Le projet s'inscrit dans le contexte favorable du développement de partenariats régionaux de l'URHAJ avec l'AR Hlm, des bailleurs sociaux, l'URCLLAJ et la Direction Sud de la PJJ. Un accord-cadre national avec le réseau des Missions Locales permet de faciliter les relations avec celles du territoire.

De son côté, la RSOE des O.A.A poursuit le développement de partenariats locaux pour un maillage territorial efficace (insertion, emploi, formation, jeunesse, logement, habitat, santé...). Ainsi que son entrée dans le secteur de l'intermédiation locative.

### 3.2.8 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Au regard de ces éléments et des ambitions de développement partagées de l'accès au logement des jeunes et de l'intermédiation locative par la Métropole et les services de l'État, la proposition est faite de renouveler sans modification la convention en 2022.

L'objectif du développement d'une offre de logement spécial « jeunes », avec un accompagnement spécifique est à poursuivre.

L'action se recentre sur le déploiement du dispositif « INNé » et son extension éventuelle dans le futur à d'autres dispositifs comme engagement citoyen.

